

## Patrons créateurs de richesse ou exploités : entre abus réels du capitalisme financier et excès des raccourcis gauchistes, comment repérer le capitalisme sain ?



Si le débat ne date pas d'hier, la question de l'efficacité du capitalisme comme modèle économique reste des plus actuelles. Radiographie des bons et mauvais points d'un système dont on n'a pas fini de discuter...

Avec

"Nous refusons qu'Alstom vende ce fleuron national dans le dos de ses actionnaires, de ses salariés, du gouvernement français", a déclaré Arnaud Montebourg sur son compte Twitter lundi 28 avril, alors que la gauche de la gauche accuse l'exécutif de vouloir faire un cadeau sans contrepartie aux entreprises et au capital avec son Pacte de responsabilité. De toutes parts les dérives du capitalisme sont montrées du doigt. Si le système connaît de nombreux vices, il ne s'agirait pas de les confondre avec les éléments nécessaires à son bon fonctionnement. Atlantico.fr a fait le tri entre les réels abus du capitalisme financier et ceux qui n'en sont pas.

**Dans une interview au magazine Usine nouvelle, le "patron des patrons" Pierre Gattaz réclame une modération salariale pour les 2 ou 3 prochaines années.**

**#Abus ou nécessité ?**

**Nicolas Goetzmann** : Il y a bien une logique dans le raisonnement de Pierre Gattaz. Les salaires ont continué de progresser en France, sur un rythme légèrement supérieur à l'inflation depuis l'entrée en crise. (Pour une augmentation réelle de 0,2% en 2011, 0,5% en 2010, et 1,2% en 2009). En 2012, pas d'augmentation en termes réel mais une progression de 2,2% tout de même. **Pierre Gattaz peut donc effectivement pointer le fait que les salaires en France ont continué de progresser, malgré la crise.** Le parallèle évident est que les marges des entreprises ont baissé. Cette progression des salaires empêche d'embaucher plus, ou d'ajuster le coût de la masse salariale autrement que par le licenciement. Par contre, on ne peut pas oublier que le calcul des salaires se fait pour les personnes...qui ont un emploi, et que le chômage n'est donc pas pris en compte dans le calcul de la progression du salaire moyen.

Lors de la présentation de ses perspectives pour 2014, et 2015, l'OFCE indiquait que l'économie française était en surcapacité de 190 000 salariés. C'est-à-dire que le faible niveau de production actuel en France "justifierait" de licencier autant de personnes sans que cela ne vienne impacter les capacités des entreprises. Cette situation est corroborée par les statistiques de production présentées par l'INSEE qui indiquent que la France est actuellement à 80% de ses capacités, alors qu'en temps normal, ce taux est plus proche de 86%. **Cela indique clairement que la masse salariale en France est trop importante par rapport à la demande effective et qu'un ajustement est véritablement nécessaire.**

---

**Cela étant, cette logique à la baisse ne vaut que si on accepte le fait que l'Europe est plongée dans une logique d'austérité et ce, de façon irrémédiable.** Si cette politique ne peut être renversée et que la demande en Europe reste atone, la demande de Pierre Gattaz se réalisera. Et il sera sans doute moins douloureux de passer par la voie de la modération salariale que par la voie de licenciements supplémentaires pour ajuster les coûts.

Mais on pourrait également considérer que l'immobilisme monétaire européen est coupable, car c'est bien la BCE qui contracte la demande en Europe pour contraindre à un tel ajustement par le bas. La question qui se pose est ici la seule question qui vaille en Europe. Doit-on ajuster l'économie européenne au faible niveau de la demande, en licenciant, en baissant les salaires etc... c'est-à-dire une logique de déflation, ou alors doit-on demander à la BCE de relancer la demande par la voie monétaire pour permettre d'utiliser l'ensemble des capacités de production. La réponse devrait être évidente car une logique de déflation est une promesse de crise quasi perpétuelle. En effet, sans augmentation des salaires, pas de croissance de la consommation, ce qui provoquera un nouveau besoin d'ajustement. Une course infinie vers le bas.

**La seule raison de ne pas accabler Pierre Gattaz sur cette question est qu'il est clair qu'un ajustement doit avoir lieu, dans un sens ou dans l'autre.** Et que pour le moment l'exécutif français n'a pas bougé le petit doigt pour stopper la logique d'austérité monétaire en Europe. Des promesses seulement. Et les entreprises ont besoin d'agir.

## **Le capitalisme de copinage et la concentration des revenus**

### **#Dérive**

**Jean-Marc Daniel :** Le capitalisme de connivence (crony capitalism) est effectivement un problème résultant d'un développement de la rente et le contournement des principes de la concurrence. Il s'agit là d'un dévoiement du capitalisme originel à partir du moment où ceux qui ont fait fortune tentent par tous les moyens de la conserver, à travers des accords, des délits d'initiés, du "copinage". Si l'on évoque avec récurrence le thème du développement des inégalités, on oublie de mettre en perspective notre époque avec celle de l'Ancien Régime où les écarts entre un noble et un paysan pauvre étaient autrement plus démesurés. Depuis le développement des richesses a permis de les réduire considérablement, le style de vie des pauvres se rapprochant progressivement de celui des plus aisés. S'il y a toujours une dispersion des revenus, les progrès se mesurent aussi en termes d'espérance de vie là où un précaire du XVIIIe siècle dépassait difficilement les 40 ans. **Le capitalisme de connivence peut donc créer des problèmes de dispersion des revenus, mais le capitalisme en tant que tel accroît bien l'égalité de par sa capacité d'enrichissement.**

**Paul Jorion :** En ce qui concerne la concentration des revenus, deux logiques sont à l'œuvre et leurs effets se combinent **D'une part le versement des intérêts qui permet à un individu disposant déjà de ressources financières de se retrouver avec des sommes supplémentaires, et d'autre part la spéculation qui était interdite jusqu'en 1885.** Il s'agit pour le dernier cas d'une pratique qui s'est développée en parallèle du développement de l'entreprise coloniale impulsée par Jules Ferry.

Pour ce qui est du capitalisme de copinage, il repose sur l'émergence de déséquilibres entre la société civile et les détenteurs de capitaux lorsque les rapports de force entre les deux deviennent de plus en plus décalés. Face à l'absence d'opposition on voit se développer un effondrement de l'éthique qui génère **une plus grande consanguinité des détenteurs de capitaux, la nécessité de se justifier devant un tiers ayant totalement disparu.**

## **Une distorsion du système des prix**

### **#Dérive**

**Paul Jorion :** Le capitalisme possède un défaut originel puisqu'il génère une captation d'une partie des ressources qui ne peuvent plus être réintégrées aux besoins de la production. Autrement dit, il y a une absence de moyens financiers que l'on aurait dû normalement réinvestir dans le circuit économique. L'existence de ce capital oblige l'adoption d'un système de versement des intérêts qui grève ensuite les prix de manière considérable.

## **Les failles difficultés à réguler le système bancaire**

### **#Dérive**

**Paul Jorion :** Des mesures de bonne qualité ont été construites par les différents législateurs mais elles ont été édulcorées au fil de la négociation pour ne porter plus que sur des détails là où elles auraient dû porter sur des éléments centraux. Ainsi, la loi bancaire de 2013 en France, lorsque l'on compare ce qui a été adopté et les problèmes qu'elle aurait dû résoudre, ne cantonne que 0.5% de l'activité des banques, l'inefficacité de cette mesure étant donc de 99.5%... Dans un registre similaire, lorsque l'on a interrogé l'équivalent américain de notre ministre de la Justice ("Attorney general", NDLR) sur l'absence d'inculpations au lendemain de la crise de 2008, **il a simplement expliqué que le rapport de forces était défavorable, l'adoption de sanctions risquant de déboucher sur des difficultés économiques trop importantes.**

**Jean-Marc Daniel :** Les failles de la régulation bancaire, comme je le disais plus haut, ne sont pas le problème, la seule régulation valable étant l'éventualité de faire faillite pour une banque qui aurait fait les mauvais choix. Plutôt que d'encadrer par des mécanismes complexes et peu opérant, il serait bien plus efficace de mettre les entreprises et leurs actionnaires face à leurs responsabilités. On comprend trop peu que la finance est une entité commerciale comme une autre et elle n'a donc pas à être traitée autrement.

---

## Une logique de rentabilité à court terme qui pénalise la durabilité

### #Dérive

**Paul Jorion** : La seule limite du profit résulte concrètement aujourd'hui dans la capacité de l'acheteur et de l'emprunteur à verser les sommes qui sont exigées d'eux. Si les rapports de force entre créateur et débiteur, entre acheteur et vendeur, se déséquilibrent, il n'y a ainsi aucun garde-fou qui permet de corriger les écarts, la seule condition d'arrêt étant que l'acheteur n'ait plus de capacité de subsistance. C'est de cette manière que se déclenche ce que l'on appelle la "rétroaction positive", autrement dit une suite d'emballlements financiers qui deviennent littéralement destructeurs. L'absence d'équilibres extérieurs qui viendraient plafonner un certain niveau de profits permet donc des dérives au niveau des prix et de la valeur qui finit généralement par provoquer les différentes crises boursières que l'on a connues à travers l'histoire de ces 300 dernières années. **Il s'agit bien là d'un problème posé par la logique du profit non-limité en tant que telle plutôt que par la structure du système de financiarisation actuel, où le système des intérêts aboutit à la logique de spéculation.**

## Le poids des groupes de pression

### #Dérive

**Jean-Marc Daniel** : Le lobbying et son développement est une conséquence qui résulte à nouveau du capitalisme de copinage, bien que l'on puisse en comparaison y voir une forme plutôt apaisée des rivalités de pouvoir. A l'inverse, les systèmes aristocratiques et collectivistes reposent par nature sur les connivences par la confiscation permanente d'une caste de l'appareil d'Etat et de ses monopoles. Du temps de Brejnev en Union Soviétique, le lobbying prenait la forme de la menace et parfois de la mort physique, et personne ne bronchait à l'idée de voir son fils prendre la tête des jeunes communistes. Si le capitalisme a donc permis de réduction du poids du lobbying, il s'agit d'un enjeu toujours actuel aujourd'hui.

## Un système perdu dans ses propres complexités et le poids de l'Histoire

### #Dérive

**Jean-Marc Daniel** : On peut être tenté de répondre à la fois oui et non à une telle affirmation. L'enchaînement des périodes de régulation et de dérégulation s'expliquant par des événements politiques de nature purement conjoncturelle. La Première Guerre mondiale a ainsi généré une phase de forte contestation et une volonté d'adopter un "autre système", ce qui a donné naissance à l'expérience du socialisme soviétique. Ce retour en place de la tentation de la bureaucratie travailliste, de l'encadrement par le Plan, a toutefois été décrédibilisé par la chute d'une URSS dont l'économie est devenue exsangue. S'il y a eu donc bien eu un enchaînement de périodes contradictoires, le capitalisme dans sa forme actuelle conserve les chances d'un bel avenir face à l'absence de systèmes aussi performants au niveau technique ainsi que dans la gestion des relations humaines. On pourra toujours reprocher au capitalisme sa cupidité, on oublie trop de dire qu'il s'agit encore du meilleur moyen d'encadrer l'incontournable cupidité de la nature humaine.

**Paul Jorion** : La dimension de complexité joue évidemment un rôle mais elle ne peut-être que plus problématique dans un système de spéculation qui ne peut se soutenir qu'à travers une production démesurée de richesses. De par notre régime de propriété privée et le versement des intérêts qui en découle, nous avons besoin d'entrer dans une logique permanente de développement de la croissance pour rendre que nos emprunts démesurés soient remboursables. La fameuse "règle d'or" budgétaire européenne ne dit pas autre chose en stipulant que la croissance doit-être supérieure aux taux moyens auxquels les Etats s'endettent.

## Un moteur de croissance inégalé

### #Bénéfice

**Jean-Marc Daniel** : De l'Antiquité tardive jusqu'au XVIIIe siècle, l'humanité a traversé une période où la croissance a été relativement inexistante en comparaison de ce qui a précédé. Il n'a pas non plus été égalé par des alternatives plus tardives, le système communiste finissant peu à peu par s'installer dans la pénurie. On voit bien par ailleurs que les systèmes qui refusent la liberté et plébiscitent la gérance monétaire, la fixation arbitraire des prix par l'autorité gouvernementale ou royale, aboutissent à des pratiques de marché noir.

**Paul Jorion** : S'il a effectivement probablement été, sur ce point précis, inégalé dans l'Histoire en comparaison des systèmes qui l'ont précédé, le capitalisme et son succès économique s'explique d'après moi par sa capacité de destruction au niveau environnemental et social qui permet de générer des gains que l'on n'atteignait probablement pas auparavant. On ne peut toutefois pas affirmer avec une totale certitude absolue que ce système ait été le plus performant en termes de croissance personne ne possédant les statistiques précises de l'augmentation annuelle du PIB sous la Chine des Ming...

## La modération du trop d'Etat

### #Bénéfice

**Jean-Marc Daniel** : L'Etat est un organisme dirigé par une caste souvent "parasitaire" au sens économique du terme, cette caste fabriquant, certes en échange de quelques services, des situations de rente qui aboutissent à des monopoles qui réduisent le libre arbitre et l'égalité des chances de chacun. Tout système d'Etat ayant une capacité de nuisance et de prédation sur les populations, l'enjeu devient celui d'un choix entre un système économique lié à la démocratie et un dirigisme lié à des régimes autoritaires. Les travaillistes anglais ont bien réalisé cela au sortir de la Seconde Guerre mondiale lorsqu'ils ont tenté de porter, sans succès, le projet d'une démocratie sans capitalisme, l'expérience ayant démontré que son absence débouchait sur des blocages, des pénuries et de l'inflation. Si le cas chinois démontre pour l'instant que le capitalisme peut exister dans un cadre autoritariste, on peut se demander s'il ne s'agit pas là d'une période temporaire avant l'évolution. Dans le cas du Chili, on avait beaucoup reproché à Milton Friedman de

---

soutenir les réformes libérales de Pinochet, ce à quoi il avait répondu que c'était justement le meilleur moyen de le faire exploser. L'Histoire lui a finalement donné raison puisque le pays est redevenu depuis une démocratie.

## **Une capacité de résistance et d'adaptation inédite au cours des siècles**

### **#Avantage du système**

**Paul Jorion** : S'il est effectivement vrai que le capitalisme est un fait depuis le XVIIIe siècle, on observe que les différentes sorties de crises ont toutes été différentes au fil de l'Histoire et qu'elles ont pu se faire grâce à des efforts littéralement colossaux de rétablissements économiques après des périodes de dérives vis-à-vis des fondamentaux. Il faut cependant y voir davantage l'illustration de l'inventivité des décideurs et des acteurs qui ont su développer des modèles particulièrement innovants (on pense à Roosevelt) pour se dépêtrer des difficultés boursières qu'ont provoquées chacun des krachs de ces deux derniers siècles.

**Jean-Marc Daniel** : De son émergence au XVIIIe siècle à aujourd'hui, le capitalisme a su perdurer en conservant son essence et sa structure, bien que certains soient tentés d'expliquer que l'on est passé d'un capitalisme de production à un capitalisme financier dans les années 70/80. Le capital financier est en vérité un terme qui a été popularisé en 1910 avec l'ouvrage éponyme de Rudolf Hilferding où l'on théorise déjà l'idée que la "capitalisation" aboutit à la concentration des banques qui elles-mêmes génèrent la création de trusts et de holdings multipliant les gains des entreprises. Cela n'aboutit toutefois en rien à une transformation structurelle : le système d'alors correspond toujours fondamentalement à celui qui est en place aujourd'hui. Il passe par le financement bancaire et les banques font le classement des monnaies, à la différence près que l'encadrement monétaire ne passe pas par la Banque centrale mais par le stock d'or. Il n'y a donc pas de changement de nature dans le capitalisme, se dernier reposant sur l'optimisation permanente des moyens de production des biens afin de les vendre.

## **La défense du principe de libre-concurrence**

### **#Nécessité de fonctionnement**

**Jean-Marc Daniel** : Sur le papier, le principe de libre-concurrence vous permet d'avoir la meilleure production et les plus bas prix, un fait que personne ou presque ne conteste sur le plan de la théorie économique. C'est par principe une vision égalitaire puisque personne ne peut dominer l'autre dans un système concurrentiel idéal.

**Paul Jorion** : La notion de libre concurrence est en vérité une caractéristique de l'économie de marché, qui n'est pas synonyme du principe du capitalisme (qui est, selon la définition de Marx "un système [...] dans lequel les instruments de production et les produits fabriqués sont propriété privée, et dans lequel la production a un caractère social", NDLR). Il faut ainsi distinguer le capitalisme qui repose sur la production, de l'économie de marché dont l'enjeu principal est une question de distribution des ressources disponibles. Tout comme l'on peut imaginer un capitalisme où le système de marché serait absent, on a ainsi connu par le passé des systèmes de marché où le capitalisme était totalement absent. Dans le dernier cas, on peut citer l'Empire Ottoman mais aussi les empires pré-coloniaux d'Amérique du Sud (Incas, Aztèques...) où l'économie reposait sur un système de marchés (le prix est fixé simplement par l'achat et la vente, non par un pouvoir régulateur, NDLR) sans pour autant fonctionner sur l'accumulation de capitaux.

## **Le respect de la propriété et de la liberté individuelle**

### **#Nécessité de fonctionnement**

**Jean-Marc Daniel** : Le capitalisme se définit par la notion de respect de la propriété privée qui s'oppose à la notion de propriété publique ou de propriété citoyenne. Cela offre déjà l'avantage de correspondre à la nature humaine dans le sens où chaque individu est naturellement intéressé par le fait de détenir quelque chose, d'en être propriétaire et d'assurer sa liberté. Le problème résulte en réalité dans la capacité de la société à gérer ce principe souvent bousculé par les réflexes corporatiste. Cela explique aujourd'hui l'importance des évolutions récentes des textes juridiques qui tentent de réaliser une concurrence qui soit concrète et inattaquable.

## **L'investissement comme moteur de l'activité**

### **#Bénéfice**

**Jean-Marc Daniel** : Si l'on dénonce souvent la financiarisation de l'économie qui amènerait à trop penser dans l'immédiateté, la plupart du temps d'ailleurs pour mieux justifier "l'Etat-stratège". En vérité, les grands équipements des Trente Glorieuses sont principalement nés d'une dynamique créée par ce que Schumpeter appelait les "entrepreneurs" opérant dans le monde du privé, les fonctionnaires n'ayant pas le rôle déterminant qu'on leur prête trop souvent. Il s'agit d'une aventure initiée par un rassemblement de capitaux et qui peut aboutir à une réussite colossale comme à un échec. La prise de risque à long terme émane ainsi du privé tandis que le public est en vérité celui qui est le plus timoré (il suffit de voir pour le comprendre le fonctionnement des fonds souverains) puisqu'il est redevable auprès des opinions.

On évoque aussi le problème du risque systémique (too big to fail) qui n'a en vérité pas de lien direct avec un capitalisme financier qui est apparu depuis un siècle et demi. Le problème est davantage d'éviter les mécanismes de connivence dans le monde financier, la crise de 2008 résultant de l'intervention des gouvernements pour empêcher la faillite de Lehman Brother. Le problème n'est donc pas le développement du capital mais le refus du capitalisme authentique sur les marchés. Le syndrome du *Too big to fails* s'explique par le volonté de certains fonds d'atteindre un statut qui leur offrira une garantie de ne pas faire faillite, garantie qui s'oppose directement au principe de concurrence. A ce titre, l'objectif de l'Union bancaire en Europe consiste justement à éviter le développement de banques systémiques afin de rétablir un équilibre.

*Pour lire le Hors-Série Atlantico, c'est ici : "[France, encéphalogramme plat : Chronique d'une débâcle économique et politique](#)"*

